

# A qui profite l'uranium nigérien ?

D'un côté, des discours sur l'aide au développement, de l'autre le pillage des matières premières

**L**e groupe français Areva vient de renouveler ses contrats miniers avec le Niger. Avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier, Areva enlèvera ou achètera cette année dans ce pays plus de 3 000 tonnes d'uranium métal à 40 000 FCFA (61 euros) le kilo contre 27 300 (42 euros) à ce jour, soit une augmentation de l'ordre de 50 %.

Pourtant, ce prix est à peine le tiers de celui pratiqué aujourd'hui sur le marché spot (126 000 FCFA, soit 192 euros). Malgré les dénégations officielles des groupes miniers, le prix spot reste la référence confidentielle pour les contrats à cinq ou dix ans. De plus, le cours de l'uranium n'est pas près de s'effondrer, puisque la demande à l'échelle mondiale peut être estimée à 80 000 tonnes pour une production effective de 46 700.

A la lumière de ce nouveau contrat, deux questions se posent. La première ressort des rapports entre le groupe français et les autorités nigériennes. Alors que, depuis des décennies, les prix sont renégociés chaque année en octobre, pourquoi Areva conclut cette année une convention à la fin juillet en acceptant une rémunération en hausse de 50 % ? La seconde se rapporte, plus généralement, à l'ordre économique mondial. Comment expliquer que l'ONU définisse en 2000, avec solennité, les objectifs du millénaire en matière de développement

Guy Labertit

Conseiller Afrique de la Fondation  
Jean-Jaurès

pour réduire la pauvreté de 50 % d'ici à 2015, et que les matières premières indispensables à la consommation des puissants soient extorquées à bas prix à des pays qu'elle-même classe parmi les plus « pauvres » ?

On peut avancer quelques éléments de réponse à la première question. Si Areva s'est assuré, dès septembre 2004, le riche gisement d'Imouraren (nord) (4 000 tonnes par an en 2012), les permis de recherche d'uranium, accordés par le Niger en 2006 et avril 2007, ont remis en cause son monopole traditionnel. Ces deux dernières années, Areva a acquis quatre des trente-huit permis répartis sur quinze sites. L'ouverture s'est faite notamment vers l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada et la Chine. La volonté des autorités nigériennes de diversifier leurs partenaires a poussé Areva à se montrer plus à l'écoute des revendications du Niger en matière de prix.

A cela s'ajoutent les récents déboires de ses représentants sur place, un ancien attaché de défense à l'ambassade de France au Niger et un ancien diplomate fraîchement reconvertis, tous deux expulsés en avril et en juillet car soupçonnés d'in-

telligence avec le Mouvement nigérien pour la justice (MNJ), expression d'une rébellion touareg réanimée en février.

Si la crise politique en germe entre la France et le Niger semble dépassée au regard de la visite à Niamey du nouveau secrétaire d'Etat français à la coopéra-



Les objectifs du millénaire, la nouvelle ligne Maginot de la conscience universelle, ne font plus que nourrir des colloques et des fonctionnaires internationaux



tion, Jean-Marie Bockel, la seconde question continue de se poser avec une cruelle acuité pour le peuple nigérien. Selon les critères de l'indice de développement humain, retenus par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Niger occupe la dernière position dans le classement de l'ensemble

des pays du monde. Cette place est largement due au très fort taux d'analphabétisme (89 %), plus sensible encore chez les femmes.

Pourtant, l'uranium du Niger est enlevé par les groupes miniers, dont le français Areva en premier lieu, au tiers du cours mondial, et l'énergie nucléaire est la parade choisie par les puissances industrielles pour limiter le réchauffement de la planète et préserver l'équilibre des écosystèmes.

Sauvegarder la planète en maintenant dans la misère la majorité de la population qui vit dans ses espaces recelant l'indispensable source d'énergie ? Cette extravagante conduite politique du monde alimente à peine la mauvaise conscience des instances internationales. A l'ONU et dans d'autres enceintes, il est de bon ton de ressasser, non sans condescendance, l'impérieuse nécessité d'accroître l'aide publique au développement quand la théorie du pillage des matières premières n'est pas aussi morte qu'on le croit - à l'image de ce qui se passe au Niger.

Les objectifs du millénaire, la nouvelle ligne Maginot de la bonne conscience universelle, ne font plus que nourrir des colloques et des fonctionnaires internationaux, peu attentifs à la réalité des rapports de force qui scellent le contenu des contrats et conventions signés par des groupes miniers au Niger, en Afrique ou ailleurs dans le monde. ■